

Mesures pour accroître la productivité

La pénurie de main-d'œuvre va encore s'accroître ces prochaines années en raison de l'évolution démographique. Les entreprises suisses ont déjà identifié les défis et pris des mesures, comme le montre la présente publication de l'Union patronale suisse (UPS) et d'economiesuisse. Au-delà d'une meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre indigène, l'augmentation de la productivité du travail constitue un levier important. Nous ne parviendrons à assurer la prospérité de la Suisse qu'à condition de devenir plus productifs. Il est donc essentiel que le politique ajuste les conditions-cadre de manière à permettre et à favoriser des gains de productivité.

Le présent document regroupe les principales demandes adressées au politique. Ce sont les mesures qui, du point de vue de l'économie, sont nécessaires pour que le développement de la productivité contribue de manière décisive à contrer les effets négatifs de l'évolution démographique sur le marché du travail et, en fin de compte, sur l'évolution de la prospérité.

1. Préserver la capacité d'innovation

L'innovation, la recherche-développement (R-D), l'automatisation et la numérisation nécessitent des moyens financiers importants. Les dépenses publiques en faveur de la R-D doivent être assurées à long terme. Cependant, en Suisse, ce sont les entreprises qui effectuent la majeure partie des dépenses en faveur de la R-D. L'économie veille à ce que les activités de recherche aboutissent à des processus et à des produits innovants. C'est pourquoi le capital ne doit pas être englouti par des impôts. La Suisse doit rester attractive pour les investissements, qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs. Les travailleurs en profitent également sous forme de hausse des salaires.

Demandes d'economiesuisse adressées au monde politique :

- Non à une taxation accrue du capital
- Préserver l'excellence du système de formation avec un apprentissage dual fort et maintenir une grande perméabilité entre les filières de formation.
- Promouvoir les compétences MINT et l'esprit d'entreprise lors de la formation.
- Appliquer le principe bottom-up dans la R-D : Les dépenses publiques (en particulier dans la recherche fondamentale) doivent être assurées à long terme. Les universités doivent conserver une grande autonomie.
- Promouvoir la mise en réseau et la coopération internationale dans la recherche.

2. Améliorer les conditions-cadre et intensifier la concurrence

Plus la densité réglementaire augmente, plus la pression concurrentielle diminue et, par conséquent, moins les entreprises sont incitées à devenir constamment plus efficaces et productives. Ces dernières années, le politique tend à vouloir tout réglementer dans les moindres détails. La Suisse se précipite pour mettre en œuvre des dispositions internationales avec un « Swiss finish » (elle réglemente plus tôt que nécessaire et va plus loin que nécessaire). De plus, les entreprises étatiques ou proches de l'État deviennent de plus en plus actives dans des domaines qui ne relèvent pas de leur mission principale. Les activités commerciales de ces entreprises doivent être limitées à des domaines bien définis.

Demandes d'économiesuisse adressées au monde politique :

- Veiller à une pratique réglementaire plus pragmatique et avoir le courage de laisser des lacunes.
- Mettre en œuvre des dispositions internationales uniquement lorsque cela est nécessaire et sans « Swiss finish »
- Moins centraliser et préserver le principe de subsidiarité.
- Les entreprises publiques ou proches de l'État renoncent à mener des activités situées en dehors de leur mission principale.

3. Réduire la bureaucratie et stopper la croissance incontrôlée de l'État

Plus la réglementation est dense, plus l'administration publique emploie de monde. Dans le secteur public, le nombre d'emplois a augmenté à un rythme disproportionné par rapport au secteur privé. Cela n'est pas durable et pèse sur l'évolution de la productivité de l'économie. D'une part, l'État accapare de la main-d'œuvre et, d'autre part, impose davantage de travail aux entreprises pour satisfaire à toutes les exigences (obligations d'annoncer, contrôles, conformité, etc.). Pour accroître la productivité, les entreprises doivent pouvoir à nouveau affecter leurs employés davantage à des activités productives et moins à des tâches administratives. La complexité de la réglementation doit être considérablement réduite.

Sur ce point, nous demandons également au Parlement de prendre ses responsabilités. Ces dernières années, le nombre de questions, de postulats, de motions et d'interpellations a massivement augmenté sur un grand nombre de thèmes. Les partis sont invités à établir des priorités entre leurs différentes demandes. Le Parlement est aussi responsable de la croissance excessive des postes au sein de la Confédération, ainsi que de l'augmentation régulière de la densité réglementaire et de la complexité des réglementations. En outre, le développement des entreprises publiques et proches de l'État entraîne de plus en plus de distorsions qui entravent la productivité et évincent des entreprises privées plus productives.

Demandes d'économiesuisse adressées au monde politique :

- Pas de microgestion de la part du régulateur et de l'administration.
- La croissance des postes au sein de l'État ne doit pas dépasser celle du secteur privé.
- Les salaires dans la fonction publique doivent être ramenés au niveau de ceux versés dans le secteur privé pour des activités comparables.
- Il convient en outre d'éliminer des distorsions de concurrence qui favorisent des entreprises publiques ou proches de l'État.
- Les participations de l'État dans les entreprises doivent être réduites au strict minimum.

4. Promouvoir la numérisation au sein de l'État et des secteurs proches de l'État

La charge administrative peut être considérablement réduite grâce à des solutions numériques. Nous demandons que tous les processus au sein de l'État et des secteurs proches de l'État, ainsi que tous les points de contact entre l'État et le secteur privé soient entièrement numérisés (e-gouvernement, guichet unique, dossier électronique du patient, etc.). Au vu de l'absence de pression concurrentielle, cette transformation doit s'accompagner d'objectifs concrets et d'un contrôle régulier de l'atteinte des objectifs.

Demandes d'économiesuisse adressées au monde politique :

- Numériser intégralement tous les points de contact entre l'État et l'économie dans les cinq prochaines années.
- Promouvoir et exiger la numérisation dans les secteurs proches de l'État, par exemple dans le domaine de la santé. La transformation doit s'appuyer sur des objectifs clairs et l'efficacité des mesures doit être vérifiée régulièrement. Les mesures qui ratent leur cible doivent être levées.